

Les hommes politiques, naguère hommes d'Etat, ont été transformés depuis cinquante ans en politiciens, voire aujourd'hui en pantins débiles. Les serviteurs de l'Etat sont devenus des gauleiters de second ordre dans une zone occupée. Exceptionnellement dans l'histoire, l'occupant n'est pas entré par la force militaire, mais par la fourberie de textes juridiques, élaborés à l'étranger, qui grignotent inexorablement nos libertés – comme n'a cessé de le dénoncer Alexandre Soljenitsyne – avec la complicité de dirigeants imbéciles qui pour la plupart ne s'en sont même pas rendus compte (Marie-France Garaud disait que Jacques Chirac avait détruit la Vème République par inadvertance).

Les véritables ennemis d'une nation sont les puissances d'argent, et si De Gaulle les a combattues, Mitterrand les a tout du moins accusées. Aujourd'hui, nous sommes fondamentalement soumis à ces forces, qu'il s'agisse de la monnaie unique qu'est l'euro, du rachat de notre patrimoine par certaines entités comme le Qatar, des vampires de la finance mondialisée et de la spéculation, de la dette créée artificiellement par les banksters et des politiciens corrompus, et de la menace de cette dette agitée par la Commission de Bruxelles qui impose l'austérité – comprendre la privatisation générale de toutes les activités – prétendument la seule solution pour sortir de la crise. Comme l'explique l'essayiste Michel Ruch, « le but poursuivi est la liquidation totale du régime d'économie mixte, ainsi que la réduction à minima des services publics et de la protection sociale collective sous le principe dogmatique de la libéralisation », et tout cela rien qu'en observant les traités et textes législatifs européens. Dans cette optique, la Grèce et le Portugal servent de cobayes et sont les premières victimes de ce coup d'Etat des technocrates.

De tous les pans de la souveraineté nationale (en matière législative, judiciaire, commerciale, diplomatique, militaire, territoriale, monétaire...), le seul qui nous appartienne encore vraiment est lié au budget. Mais plus pour longtemps, car le récent traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance – en fait le pacte budgétaire européen – constitue, derrière le rempart de la discipline budgétaire, le contrôle des budgets des pays membres de l'Union européenne par la Kommission. Ce texte scélérat inauguré sous la présidence Sarkozy et dont la ratification est prévue en automne sous la présidence Hollande prouve une fois de plus la connivence de l'UMPS, et plus largement de la caste politico-médiatique, puisque bien entendu les faire-valoir du système ne perdent pas une occasion de vanter la victoire du président de la République sur la chancelière allemande ni l'énième sauvetage de l'Europe. Le nouveau ministre de l'économie et des finances Pierre Moscovici (membre du Siècle et Young Leader de la Fondation franco-américaine) s'est permis la double hypocrisie de qualifier l'acceptation de principe de ce traité par la France de renégociation – notamment grâce au fameux « paquet croissance », dont il suffit d'invoquer le nom pour enchanter le continent malgré l'austérité annoncée – et le refus d'insérer la « règle d'or budgétaire » (allant jusqu'à la qualifier de « mensonge politique ») dans la Constitution, alors que la valeur du texte européen est de toute façon intrinsèquement juridiquement supérieure. Les pseudo « Sages » du Conseil constitutionnel n'ont d'ailleurs pas jugé nécessaire de modifier notre Constitution, déjà suffisamment détricotée et amendée depuis 1958. Le parlement signerait alors la fin de sa prérogative historique, et abandonnerait la dernière parcelle de souveraineté française.

Même si la situation de la France n'est pas brillante, il faut raison garder : notre pays dispose encore de nombreuses ressources et la dette ne date pas d'hier. Si soudainement les dirigeants européens réagissent comme des inquisiteurs devant un hérétique, c'est parce que les Etats-Unis – où les eurocrates ont paradoxalement été formés – ont mis en œuvre un plan qui vise à empêcher les pays d'Europe de retrouver la liberté, la croissance et les emplois en reprenant les commandes de l'économie, de la finance et de la monnaie. Les Etats-Unis sont huit fois plus endettés que la France, mais cet état de fait n'a l'air de gêner personne. Ils utilisent exactement la même stratégie au niveau commercial : le libre-échange qu'ils imposent aux autres pays du monde sous prétexte d'ouverture des marchés et de liberté de circulation est lui-même un produit commercial conceptuel qu'ils refusent d'appliquer pour leur propre survie en ayant instauré un double système protecteur de taxes et de quotas d'importation.

Il faut bien nous faire comprendre : le problème n'est pas que les Etats-Unis se protègent et s'arment dans une guerre économique mondiale, mais il réside dans la lâcheté et la soumission de nos pseudo-élites qui nous trahissent et nous détruisent. Opposons-nous de toutes nos forces à la ratification automatique par le Congrès de ce traité budgétaire européen et exigeons un référendum sur cette question cruciale.

Jean-Yves Dufour, pour *Salut public*, 20 août 2012